

### Décision en matière de signalisation routière

#### **Commune de Vully-les-Lacs - Localité de Salavaux Modification du stationnement sur la place communale - Parcelle n° 30 Légalisation de la signalisation routière**

---

#### **Vu :**

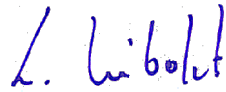
- L'art. 3, al.2 de la loi fédérale sur la circulation routière du 19 décembre 1958 (LCR).
- Les art. 104 et 107 de l'ordonnance sur la signalisation routière (OSR) du 5 septembre 1979.
- L'art. 4 de la loi vaudoise sur la circulation routière (LVCR) du 25 novembre 1974.
- La demande de la municipalité précitée du 17 avril 2026 adressée à la Direction générale de la mobilité et des routes.

#### La DGMR décide de la mesure suivante :

##### Mesure 1 : acceptée

|                       |  |
|-----------------------|--|
| <b>Lieu :</b>         | Place communale - Parcelle n° 30 - En traversée de localité  |
| <b>Tronçon :</b>      | Conformément au plan annexé  |
| <b>Motif :</b>        | LCR, art.3, al.4   |
| <b>Remarque :</b>     | La signalisation horizontale de la place communale est validée selon plan annexé   |
| <b>Parution FAO :</b> | 8 mai 2026   |
| <b>Signaux OSR :</b>  | * 2.59.1 (art.2a & 22a) Début de la zone : Interdiction de parquer, <b>Abrogation</b><br>* 4.18 (art.48) Parcage avec disque de stationnement, max. 2h, les jours ouvrables, 24h/24, <b>Abrogation</b><br>* 2.50 (art.30) Interdiction de parquer, <b>Abrogation</b><br>* 4.17 (art.48) Parcage autorisé, Réservé clientèle poste 5 places, max. 15 min, <b>Abrogation</b> |

- \* 4.18 (art.48) Parcage avec disque de stationnement, max. 5h, 7/7
- \* 4.17 (art.48) Parcage autorisé, avec OSR 5.14 «Handicapés»



Laurent Tribolet  
Chef de la division Entretien



Nicolas Mettraux  
Inspecteur de la signalisation

**\* VOIE DE RECOURS**

***(Les signaux précédés d'un astérisque sont sujets à recours comme suit)***

La (les) présente(s) décision(s) peut (peuvent) faire l'objet d'un recours auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal. L'acte de recours doit être déposé auprès de cette dernière dans les 30 jours suivant la communication de la décision attaquée; il doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours. La décision attaquée est jointe au recours. Le cas échéant, ce dernier est accompagné de la procuration du mandataire.